

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Le corps électoral convoqué ce jeudi

L'élection présidentielle prochaine devant se dérouler le 17 avril 2014, la convocation du corps électoral interviendra après-demain, jeudi.

M. Kebci-Alger (Le Soir) - Ceci en stricte conformité avec l'article 133 du code électoral amendé en 2011 et en vigueur depuis janvier 2012 qui stipule que sans préjudice des dispositions de l'article 88 de la Constitution, le corps électoral est convoqué par décret présidentiel, 90 jours avant la date du scrutin. Et pas que cela puisque cette date sera également en strict respect de l'article 132 qui situe la tenue des élections présidentielles dans les 30 jours qui précèdent l'expiration du mandat du président de la République le 19 avril prochain, lui qui a prêté serment le 19 avril 2009.

Et cette convocation du corps électoral aura certainement à secouer le cocotier politique national quelque peu crispé par le manque de visibilité et libérera bien des «initiatives» et des «énergies». En ce sens que les potentiels candidats, jusque-là en attente de plus de visibilité pour proclamer leur candidature, auront, désormais, le temps contre eux. Car, l'article 137 limite le délai pour le dépôt de la déclaration de candidature au plus tard dans les 45 jours qui suivent la publication du décret présidentiel portant convocation du corps électoral. Et durant cette période, la scène politique ne manquera pas, soit de s'animer dans le cas où le Président en exercice viendrait à renoncer à rempiler pour un quatrième mandat de suite,

avec tous les scénarii de substitution au candidat du consensus du système, soit de sombrer davantage dans la morosité au cas où Bouteflika viendrait à répondre à l'appel pressant de ses partisans à prolonger son règne.

Ceci pour l'aspect politique de la chose, car la convocation du corps électoral est aussi le début d'un véritable parcours du combattant pour les partants à ce scrutin avec, notamment, la capitale échéance de collecte des paraphes nécessaires à la validation de la candidature.

Car, pour le reste, et comme le stipule l'article 136, la déclaration de candidature à la présidence de la République qui résulte du dépôt d'une demande d'enregistrement auprès du Conseil constitutionnel contre récépissé est accompagnée d'un dossier de pas moins de 14 pièces dont une copie intégrale de l'acte de naissance, un certificat de nationalité algérienne d'origine, une déclaration sur l'honneur attestant de la non-possession d'une nationalité autre que la nationalité algérienne, un extrait du casier judiciaire n° 3, un certificat de nationalité algérienne du conjoint, un certificat médical délivré à l'intéressé par des médecins assermentés, une attestation de participation à la Révolution du 1^{er} Novembre 1954 pour les candidats nés avant le 1^{er} juillet 1942, une attestation de non-implication des parents du candidat, né après le 1^{er} juillet



Photo : DF

1942, dans des actes hostiles à la Révolution du 1^{er} Novembre 1954 et un engagement écrit et signé par le candidat portant sur, entre autres, la non-utilisation des composantes fondamentales de l'identité nationale dans sa triple dimension, islamique, arabe et amazighe, à des fins partisans, la préservation et la promotion de l'identité nationale dans sa triple dimension islamique, arabe et amazighe, le respect et la concrétisation des principes du 1^{er} Novembre 1954, le respect de la Constitution et des lois en vigueur et l'engagement de s'y conformer, le rejet de la violence comme moyen d'expression et/ou d'action politique et d'accès et/ou de maintien au pouvoir, et sa dénonciation,... Mais parmi ces pièces, il en est une que plus d'un candidat appréhende, celle des signatures

que consacre l'article 139 dudit code électoral.

En effet, tout postulant se doit de joindre à son dossier soit une liste comportant au moins 600 signatures individuelles de membres élus d'APC, d'APW, ou de parlementaires et réparties au moins à travers 25 wilayas, soit une liste de 60 000 signatures individuelles, au moins, d'électeurs inscrits sur une liste électorale à recueillir à travers au moins 25 wilayas avec le nombre minimal des signatures exigées pour chacune des wilayas qui ne saurait être inférieur à 1 500.

A relever que l'article 140 limite la signature de tout électeur inscrit sur une liste électorale à un seul candidat et tout contrevenant à cette disposition est passible de sanctions en sus de l'annulation de sa signature. Et le Conseil

constitutionnel a un délai de 10 jours à compter de la date de dépôt de la déclaration de candidature pour statuer (art. 138) sur la validité des candidatures à la présidence de la République par décision notifiée à l'intéressé avec impossibilité pour tout candidat retenu de se retirer de la course (art. 141).

Une instance qui aura à proclamer les résultats définitifs de l'élection présidentielle au plus tard dans les 10 jours qui suivent la date de réception des procès-verbaux des commissions électorales, et désigne les deux candidats appelés à participer au deuxième tour, le cas échéant.

Un second tour à tenir au quinzième jour après la proclamation des résultats du premier tour et dans les trente jours qui suivent ce dernier (art. 143). **M. K.**

CANDIDATURE DE BOUTEFLIKA

Le doute, malgré l'insistance de Saâdani

La prestation médiatique, dimanche, du secrétaire général du Front de libération nationale Amar Saâdani a renforcé l'interrogation plus qu'elle n'a apporté de réponse autour de la candidature ou pas de Bouteflika. Le suspense n'a pas pris fin en l'entendant claiçonner que le chef de l'Etat est toujours le candidat du FLN. Bien au contraire.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - «Pour nous, Bouteflika est candidat à l'élection présidentielle», a répété encore dimanche Amar Saâdani, mais sans toutefois donner d'indices à même

d'appuyer son assertion. Pour lui, on ne démontre pas les évidences.

Or, la candidature de Bouteflika pour un quatrième mandat est tout sauf évidente,

notamment au vu de l'image dans laquelle il était apparu le 30 décembre dernier lors de la cérémonie de signature de la loi de finances 2014. Victime d'un AVC le 27 avril 2013, qui lui a valu une longue hospitalisation dans deux grands hôpitaux français, le Val-de-Grâce et les Invalides, Bouteflika observe, depuis le 16 juillet, date de son retour d'hospitalisation, une quasi-strict convalescence. Il ne s'est rendu à son bureau à la présidence de

la République qu'à deux reprises. Ailleurs, cela lui aurait valu déclaration d'empêchement pour incapacité à assumer ses charges présidentielles.

Et pour durable qu'elle est, sa convalescence devrait normalement l'inciter à prendre sa retraite politique. Mais il ne semble pas s'y résoudre. Du moins, depuis son ermitage, il ne laisse rien échapper qui trahirait sa véritable intention. Il laisse le mystère planer, assuré que, parmi ses courtisans invétérés, il s'en trouve toujours qui aura suffisamment d'endurance pour jouer continuellement la sérénade autour de sa candidature.

Et en la matière, Amar Saâdani a du métier. Il sait jouer de rythmes entraînants. Cependant, à quelques jours de la convocation du corps électoral, la galerie ne s'amuse plus. Saâdani manque de convaincre, tant, au fil du temps, il paraît lui-même peu sûr de ses prophéties. Dimanche encore, il était incapable de dire plus qu'exprimer le vœu de voir Bouteflika rempiler. «Jamais le Président n'a dit qu'il ne se représentera pas», a-t-il dit.

Il est aisé de lui rétorquer qu'il n'a pas dit aussi qu'il se représentera. La seule explication à cette formule mal assurée du

secrétaire général du FLN est qu'aucune des différentes options envisagées par le système n'est définitivement tranchée.

L'attitude de Bouteflika produit de l'énergie que le clan présidentiel exploite à son profit pour équilibrer l'équation présidentielle telle qu'il l'entend, c'est-à-dire peser, à défaut de la reconduction du Président sortant, sur le choix du profil de substitution.

Ce qui ne se passe pas sans tiraillements au sommet. L'enjeu est important. Cet affrontement au sommet est trahi, au demeurant, par l'accusation de Saâdani à l'encontre des redresseurs du FLN. Selon lui, ses adversaires au sein du parti agissent pour le compte d'une force tapie dans l'ombre. «Ce sont des chargés de mission. Celui qui leur a donné mission m'entend et il sait que je parle de lui.» Qui agiterait les redresseurs du FLN ? A quelle autre fin que celle de dégommer Saâdani ? La finalité de cette agitation est de gêner Saâdani et donc de perturber la mission qui lui est dévolue.

Et quand on sait que sa mission est de plaider la reconduction de Bouteflika, on comprend de suite que les redresseurs jouent une autre carte. Laquelle ? **S. A. I.**

ANNONCE DE LA CANDIDATURE DE BENFLIS

La date du 19 janvier confirmée officiellement

L'ancien chef du gouvernement, Ali Benflis, a convié la presse à assister à l'annonce solennelle de sa déclaration de candidature à l'élection présidentielle d'avril 2014. Dans un communiqué public, signé par Lotfi Boumghar, le chargé de la communication, il est indiqué que «Ali Benflis fera une importante déclaration en rapport avec l'actualité politique nationale et la prochaine échéance électorale, et ce, le dimanche 19 janvier 2014, à 8h30, à la salle Tassili, Hôtel Hilton, Alger».

Le communiqué vaut donc confirmation de l'engagement officiel de Benflis dans la prochaine bataille électorale. La date de l'annonce de sa candidature avait déjà été éventée par son entourage.

R. N.



Photo : Samir Sid